



BILAN ACTIF

ACTIF	INSER'TOIT 2024			INSER'TOIT 2023	Ecart N /N-1 euros
	Brut	Amort. et Prov.	Net		
ACTIF IMMOBILISE					
<u>Immobilisations Incorporelles</u>					
Concessions, brevets, licences	24 254	24 254		4 960	-4 960
	24 254	24 254		4 960	-4 960
<u>Immobilisations Corporelles</u>					
Immeubles	1 485 162	874 069	611 092	631 907	-20 815
Installations, Agencements	134 168	134 158	10	4 366	-4 356
Autres Immos Corporelles	94 462	83 143	11 319	8 325	2 994
	1 713 792	1 091 371	622 421	644 598	-22 177
<u>Immobilisations Financières</u>					
Autres Immobilisations Financières	199 617		199 617	196 693	2 924
	199 617		199 617	196 693	2 924
Total Actif Immobilisé	1 937 663	1 115 625	822 038	846 251	-24 213
ACTIF CIRCULANT					
Créances et comptes rattachés	871 775	782 714	89 062	57 583	31 479
Autres Créances	420 179		420 179	426 354	-6 175
Disponibilités	2 499 689		2 499 689	1 925 252	574 437
Total Actif Circulant	3 791 644	782 714	3 008 930	2 409 189	599 741
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges Constatées d'Avance	40 636		40 636	14 806	25 830
Produits à recevoir	9 807		9 807		9 807
TOTAL GENERAL	5 779 750	1 898 339	3 881 411	3 270 246	611 165



BILAN PASSIF

PASSIF	INSER'TOIT 2024	INSER'TOIT 2023	Ecart N /N-1 euros
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES			
Fonds propres			
Subvention d'Investissement sans droit de reprise			
Réserve à projet	173 853	173 853	
Report à Nouveau	143 613	568 388	-424 774
Résultat comptable de l'Exercice	133 093	-424 774	557 867
Autres fonds propres			
Fonds Associatif avec droit de Reprise			
Subvention d'Investissement nette	175 247	188 162	-12 915
Total Capitaux Propres	625 807	505 629	120 178
PROV. / RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour Risques et Charges	1 233 365	1 051 143	182 222
Total Provisions/ Risques et Charges	1 233 365	1 051 143	182 222
FONDS DEDIES			
Fonds Dédiés			
Total des fonds dédiés			
DETTES			
Emprunts Dettes auprès Etab. de crédit	394 750	410 533	-15 783
Emprunts et Dettes Financières Diverses	107 688	95 160	12 528
Fournisseurs et Comptes Rattachés	141 536	182 231	-40 695
Dettes Fiscales et Sociales	281 516	278 252	3 264
Autres Dettes	1 096 748	747 297	349 451
Total des Dettes	2 022 239	1 713 474	308 765
TOTAL GENERAL	3 881 411	3 270 246	611 165



COMPTES DE RÉSULTATS

	INSER'TOIT 2024	INSER'TOIT 2023	Ecart N /N-1 euros
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Sous locations & autres produits annexes	3 335 788	3 121 577	214 211
Subventions d'exploitation	3 510 198	3 372 492	137 707
Autres Produits	15 627	58 409	-42 782
Repris. s/provis.& transferts de charges	622 460	356 083	266 377
Total Produits d'Exploitation	7 484 073	6 908 561	575 512
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières & autres approvisionnements	4 260 436	4 187 952	72 484
Autres achats & charges externes	327 566	338 672	-11 105
Impôts taxes et assimilés	125 695	127 316	-1 621
Salaires et traitements	1 070 513	1 142 244	-71 731
Charges sociales	517 420	544 777	-27 357
Autres charges de gestion courante	423 307	176 196	247 112
Dotations aux amortissements & provisions	682 471	575 064	107 406
Total Charges d'Exploitation	7 407 408	7 092 220	315 187
RESULTAT D'EXPLOITATION	76 666	-183 659	260 325
PRODUITS FINANCIERS			
Autres Intérêts	34 881	10 746	24 135
Total Produits Financiers	34 881	10 746	24 135
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées	15 188	14 341	847
Total Charges Financières	15 188	14 341	847
RESULTAT FINANCIER	19 692	-3 596	23 288
RESULTAT COURANT	96 358	-187 255	283 613
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	20 792	30 000	-9 208
Sur opérations en capital	17 002		17 002
Total Produits Exceptionnels	37 794	30 000	7 794
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	1 059	2 188	-1 129
Sur exercices antérieurs		265 332	-265 332
Sur opérations en capital			
Dotations aux amort., dépréciations et provisions exceptionnelles			
Total Charges Exceptionnelles	1 059	267 520	-266 461
RESULTAT EXCEPTIONNEL	36 735	(237 520)	274 255
TOTAL DES PRODUITS	7 556 747	6 949 307	607 441
TOTAL DES CHARGES	7 423 655	7 374 082	49 573
EXCEDENT (DEFICIT)	133 093	-424 775	557 868

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRODUITS	INSER'TOIT 2024	INSER'TOIT 2023	Ecart N /N-1 euros
Bénévolat	6 914	6 327	587
Prestations en nature	151	154	-3
Dons en nature			
TOTAL	7 065	6 481	584
CHARGES	INSER'TOIT 2024	INSER'TOIT 2023	Ecart N /N-1 euros
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Prestation	151	154	-3
Personnel bénévole	6 914	6 327	587
TOTAL	7 065	6 481	584

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Le total bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 3 881 411 €.

Le compte de résultat présenté sous forme de liste, dégage un excédent de 133 093 €.

L'exercice, d'une durée de 12 mois, reflète toutes les opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Toutes les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

NOTE 1 : OBJET SOCIAL

Il se situe dans le cadre et les perspectives ouvertes par la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement et plus spécifiquement pour les personnes ou ménages à faibles revenus éprouvant des difficultés à accéder et à se maintenir dans un logement.

NOTE 2 : RÈGLES GÉNÉRALES D'ÉVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- o Continuité de l'exploitation
- o Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- o Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant.

NOTE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif connu à la clôture de l'exercice 2024 n'est à signaler.

NOTE 5 : OPTIONS ET METHODES D'EVALUATION COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

➤ **Valeurs immobilisées et amortissements**

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition : prix d'achat plus frais d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les composants des immeubles ont été amortis de la manière suivante :

- Gros Œuvre : 30 ans – Linéaire
- Installations Générales et Techniques : 15 ans – Linéaire
- Façade-Toiture : 10 ans – Linéaire
- Agencements : 10 ans - Linéaire

Les amortissements des autres immobilisations se détaillent comme suit :

- Logiciels Informatiques : 1 an – Linéaire
- Matériel et équipement informatique : 3 ans – Linéaire
- Matériel de transport : 5 ans – Linéaire
- Mobilier de bureau : 10 ans – Linéaire

➤ **Autres immobilisations financières**

Elles sont constituées essentiellement des dépôts de garantie des appartements loués aux bailleurs sociaux et aux propriétaires privés.

➤ **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en tenant compte des risques de non-récupération.

➤ **Provisions pour entretien et réparation des logements**

A la clôture de l'exercice, en cas de constatation de la nécessité à réaliser des travaux de gros entretiens dans les immeubles détenus par INSER'TOIT, une provision pour gros travaux est constatée.

Une provision est aussi constituée au titre de l'entretien et de la rénovation des logements financés par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine et par la DRIHL.

Cette provision est répartie selon la durée moyenne d'occupation des ménages.

➤ **Engagements de départ en retraite :**

Le montant des engagements de départ en retraite qui sont couverts partiellement par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Pour le différentiel, l'association applique la méthode préférentielle (article 335-1 du PCG) en matière d'indemnités de départ en retraite de ses salariés en comptabilisant une provision complémentaire.

L'indemnité de fin de carrière calculée selon la méthode actuarielle, en fonction des données connues à ce jour, charges sociales incluses, pour l'ensemble du personnel, est estimée à 99 616 € au 31 décembre 2024.

L'engagement a été calculé de façon actuarielle en retenant les paramètres suivants :

- Taux d'actualisation : 3.37 %
- Table de mortalité : TH/TF 00-02
- Méthode d'évaluation : rétrospective prorata temporis.
- L'hypothèse retenue : le départ intervient à l'initiative de l'employé.

➤ **Compte épargne temps :**

La convention collective appliquée donne la possibilité aux salariés d'épargner une partie de leurs congés sur un compte épargne temps. Le montant des versements qui ont été effectués dans le cadre de cette gestion à l'organisme sont mentionnés en engagements reçus.

NOTE 6 : TABLEAUX SUR L'ACTIF ET PASSIF DU BILAN

➤ **Tableau des immobilisations**

Immobilisations	Début de période	Acquisitions	Cessions	Fin de période
Logiciels	24 254			24 254
Immeuble Clamart	703 140			703 140
Immeuble Saint Cloud	782 022			782 022
Installation, Agencement				
Installations générales, agencements, divers	134 168			134 168
Matériel de bureau, informatique, mobilier	84 465	9 997		94 462
Matériel de transport	107		107	
Autres immobilisations financières	196 693	8 647	5 723	199 617
Total	1 924 849	18 643	5 830	1 937 663

➤ **Tableau des amortissements**

Amortissements	Début de période	Dotations	Diminutions	Fin de période
Logiciels	19 294	4 960		24 254
Immeuble Clamart	427 035	12 416		439 451
Immeuble Saint Cloud	426 219	8 399		434 618
Installation, Agencement				
Installations générales, agencements, divers	129 802	4 356		134 158
Matériel de transport	107		107	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	76 140	7 003		83 143
Total	1 078 598	37 134	107	1 115 625
Valeurs nettes comptables	846 251			822 038

➤ Charges à payer et produits à recevoir

Intérêts courus sur emprunts :	2 324 €	
Fournisseurs, factures non parvenues :	43 904 €	
Personnel et comptes rattachés :	108 862 €	
Organismes Sociaux :	83 336 €	
Taxe sur les salaires à payer	8 422 €	
Charges à payer	504 €	
Total charges à payer	247 351 €	
Fournisseurs, avoirs à recevoir		352 €
Produits divers à recevoir		13 012 €
Total produits à recevoir		13 365 €

➤ Tableau des provisions

Provisions d'exploitation	Début de période	Dotations	Diminutions	Fin de période
Provisions pour risques	34 000			34 000
Provisions pour pensions et obligations similaires	15 125	5 965		21 090
Provisions pour gros travaux	138 000	62 000		200 000
Provisions pour réparations logements Solibail	320 847	118 492	43 088	396 251
Provisions pour réparations logements autonomes et insertion	541 095	82 694	43 077	580 712
Provisions pour risque DG versés Résident	2 076		764	1 312
<i>Sous total provisions pour risques et charges</i>	<i>1 051 143</i>	<i>269 151</i>	<i>86 929</i>	<i>1 233 365</i>
Provisions pour dépréciation :				
Provisions pour clients douteux (Conseil Départemental)	570 970	102 775	266 972	406 773
Provisions pour clients douteux (Solibail)	312 843	252 464	211 801	353 507
Provisions pour clients douteux (Logements passerelles)	8 075	20 947	6 588	22 434
<i>Sous total provisions pour dépréciation</i>	<i>891 888</i>	<i>376 186</i>	<i>485 361</i>	<i>782 714</i>
Total provisions d'exploitation	1 943 031	645 337	572 290	2 016 079
Total Dotations et reprises Amortissements et Provisions		682 471	572 397	

➤ Tableau des créances et des dettes

Etat des Créances	Total brut	Echéance		
		1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Créances clients et comptes	871 775	871 775		
Autres créances	420 179	420 179		
Charges Constatées d'Avance	40 636	40 636		
Total	1 332 591	1 332 591		
Etat des Dettes	Total brut	Echéance		
		1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	394 750	19 335	76 342	299 073
Emprunts et dettes financières diverses	107 688		107 688	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	141 536	141 536		
Autres Dettes	1 096 748	406 860	689 888	
Dettes fiscales et sociales	281 516	281 516		
Produits Constatés d'Avance				
Total	2 022 239	849 247	873 919	299 073

Emprunts remboursés au cours de l'exercice (hors intérêts) : 16 358€

➤ **Tableau des subventions**

Subventions	Accordées sur l'exercice	Reçues sur l'exercice	A recevoir
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	1 144 000	972 400	171 600
DRIHL IDF	2 266 719	2 408 468	-141 749
Communes	99 479	97 931	1 548
Total	3 510 198	3 478 799	31 399

NOTE 7 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'évaluation des contributions volontaires en nature est précisée au pied du compte de résultat.

➤ **Contributions volontaires 2024**

Administrateurs 582 heures

Autres bénévoles 0 heure

Total 582 heures

Mode d'estimation	Total
Temps consacré par les bénévoles de l'association, calculé au coût horaire de 11,88 € par heure.	
Valorisation du coût des bénévoles : 582 x 11.88 € =	6 914 €

NOTE 8 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

NOTE 8-1 Cautions Solidaires reçues des mairies au titre des emprunts pour investissement

Lors des emprunts effectués en vue de l'acquisition d'immeubles figurant au Bilan, les mairies ont accepté de cautionner INSER'TOIT de façon solidaire. Le montant des cautions d'origine s'élève à 615 000€ et se ventile comme suit :

- Mairie de Clamart : 200 000 €
- Mairie de Saint-Cloud : 415 000 €

NOTE 8-2 : Engagements reçus sur les indemnités de fin de carrière

Le montant cumulé versé à GENERALI au 31 décembre 2024 s'élève à 78 605€. Ce montant comprend les sommes versées sur les contrats FIDESSIA et PHILOSOPHIA.

NOTE 8-3 : Engagements reçus sur la gestion des Comptes Epargne Temps

Le montant cumulé des versements effectués à ce titre au Crédit Agricole s'élève à 286 037 € au 31 décembre 2024.

NOTE 9 : ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION INSER'TOÎT

Actions d'hébergement dans le département des Hauts-de-Seine

➤ Logement Temporaire d'Insertion (LTI) :

Début de l'action en 2001, financée par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

L'action vise à :

- Gérer (gestion locative et technique) un parc locatif privé ou social diffus ;
- Accueillir temporairement et mener un Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) auprès de ménages issus du département dont les candidatures nous sont adressées par les services sociaux du département (SST) et un centre maternel (Les Marronniers).

➤ L'intermédiation locative SOLIBAIL :

Début de cette activité en 2009, financée par la DRIHL IDF. Ce dispositif est essentiellement destiné aux ménages accueillis dans le dispositif d'hébergement d'urgence du "115".

L'action vise à :

- Gérer (gestion locative et technique) un parc locatif diffus exclusivement issu du parc privé dont le montant du loyer (hors charges) est déterminé par l'ANAH, en fonction du secteur ;
- Accueillir temporairement et mener un Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL) aux ménages orientés par le GIP via les SIAO.

➤ Les Logements Passerelle (GENNEVILLIERS – BAGNEUX – SEVRES) :

Actions financées par les Villes concernées.

L'Association mène une mission globale de gestion locative, technique et sociale en direction des ressortissants de la commune dont les candidatures nous sont adressées par les CCAS. L'Association est locataire de logements qu'elle sous-loue temporairement aux ménages qui bénéficient d'un accompagnement social global. A l'issue du parcours d'insertion, la Ville s'engage à favoriser le relogement de ces ménages.

Mouvements des logements en 2024 :

	Au 01/01/2024	Entrées	Sorties	Au 31/12/2024
Logement Temporaire d'Insertion	146	4	4	146
Solibaill	199	7	6	200
Logement passerelle GENNEVILLIERS	6		1	5
Logement passerelle BAGNEUX	1			1
Logement passerelle SEVRES	4			4
Hors 92	1			1
Total	357	11	11	357

Plateforme d'Accompagnement Social des ménages hébergés à l'Hôtel (PASH)

L'action a débuté le 1/01/21.

Plusieurs associations du département (le SIAO 92, La Canopée, COALLIA et Inser'toit) se sont fédérées en 2020 pour répondre à l'appel à candidature de la DRIHL Ile de France dont l'objectif était de relocaliser par département, l'accompagnement social des personnes hébergées à l'hôtel par l'État en Île-de-France.

Le pilote du projet désigné est le SIAO 92. Les autres structures interviennent en qualité d'opérateur délégué.

L'action vise à effectuer des diagnostics sociaux et à mener un accompagnement social auprès des ménages hébergés à l'hôtel pour favoriser la sortie du dispositif d'urgence.

NOTE 10 : REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE

NOTE 10-1 : Rémunérations et avantages en nature des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration ne reçoivent aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage particulier au titre de leur fonction.

Les statuts ne prévoient pas d'attribution d'actif, à quelque moment que ce soit, aux membres du Conseil d'Administration.

NOTE 10-2 : Rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 précise que la rémunération des trois plus hauts cadres salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association reçoit des subventions de l'état et des collectivités territoriales pour un montant annuel supérieur à 50 000 € et dont le budget annuel est supérieur à 150 000 €.

Il est rappelé que les administrateurs de l'association ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

L'association a trois cadres au sens de ce texte. Le cumul des **trois** salaires annuels bruts les plus élevés : **238 962 €**.

NOTE 10-3 : Salariés- Effectifs

En début d'exercice : 25,69 Equivalent Temps Plein – 26 Salariés – 4 Hommes et 22 Femmes.

En fin d'exercice : 24,69 Equivalent Temps Plein – 25 Salariés – 5 Hommes et 20 Femmes.

§ §

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

ASSOCIATION INSER'TOIT
4 Boulevard Edgar Quinet

92700 COLOMBES

ASSOCIATION INSER'TOIT
4, Boulevard Edgar Quinet

92700 COLOMBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INSER'TOIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 juin 2025
Le commissaire aux comptes
CREATIS AUDIT représentée par :

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de
André-Paul BAHUON
(ap.bahuon@jegardcreatis.com)
Date : 12/06/2025 11:53:55
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par email :
730662

André-Paul BAHUON
Associé

